

Inscription obligatoire avant le 18 octobre

Envoyez vos nom, prénom, date et lieu de naissance

à l'adresse suivante :

shd-dhs.secretaire.fct@intradef.gouv.fr

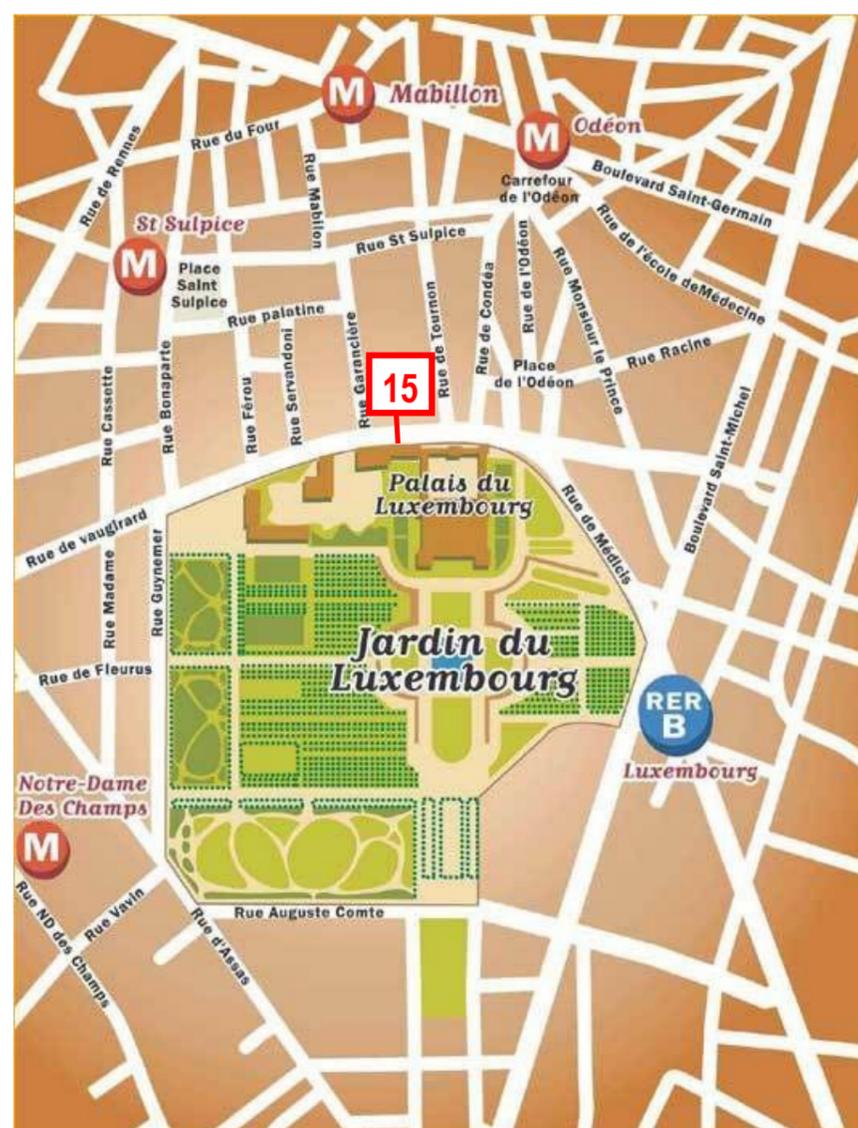
Programme en ligne :

<http://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/>

Accès par le 15, rue de Vaugirard 75006, PARIS

Horaires d'entrée réglementés: 08h45-09h30 / 13h30-14h00

Pas d'accès possible en véhicule. Pièce d'identité obligatoire



Les armées françaises et les crises du Moyen-Orient, 1973-2003

Colloque organisé par le Service historique de la Défense
sous le haut patronage du chef d'état-major des armées

Vendredi 20 octobre 2023

Palais du Luxembourg




**MINISTÈRE
DES ARMÉES**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général
pour l'administration
Direction de la mémoire,
de la culture et des archives


Service historique
de la Défense

Présentation

De la guerre du Kippour, en 1973, à l'invasion de l'Irak en 2003, le Moyen-Orient est secoué par une succession de conflits qui en font la principale zone de crise de cette période. Ces affrontements résultent aussi bien de logiques de puissance des acteurs régionaux (guerre Iran-Irak) ou de la déstabilisation interne des États (guerres civiles libanaise) que de l'intervention de puissances extérieures (action contre des États soutenant le terrorisme tels que l'Iran). Dans tous les cas, ces conflagrations prennent un caractère global du fait de l'importance stratégique de ce théâtre, tant pour ses ressources énergétiques que pour son rôle géopolitique (du *Containment* pendant la Guerre froide à la *Global War on Terrorism*). Le Moyen-Orient acquiert donc un statut stratégique majeur au tournant des années 1970 qui perdure jusqu'au début du XXI^e siècle comme en témoigne, à sa manière, le projet de « Grand Moyen-Orient » porté par les États-Unis.

D'un point de vue militaire, une partie seulement de ces confrontations est symétrique et oppose des protagonistes dont le format, les systèmes d'armes, les doctrines et les tactiques sont largement inspirés des modèles occidental et soviétique. Cette configuration pose la question de la coopération militaire et des ventes d'armement avec les États de la région. En fait, les turbulences politiques se traduisent par des conflagrations de nature très variable, alternant ou juxtaposant des modes d'action divers et souvent entremêlés, tels que le harcèlement de basse intensité, le terrorisme ou la guérilla urbaine jusqu'à l'hybridité (conflit israélo-palestinien), la menace sur les voies maritimes internationales (*Tanker War* dans le golfe arabo-persique entre 1980 et 1988), ou encore la guerre ouverte mettant en œuvre l'ensemble du spectre opérationnel (guerre Iran-Irak puis du Golfe). Cette menace conduit à la mise en place de stratégies contre-terroristes d'ampleur qui interrogent le rôle de l'outil militaire.

Enfin, l'intervention des armées occidentales constitue un des éléments récurrents et structurants de ces crises. Les armées françaises y sont largement impliquées dès le temps de paix, dans le cadre de la coopération militaire ou du pré-positionnement. Dans la temporalité des crises, elles agissent aussi bien en amont, à des fins de prévention (sécurisation de l'indépendance de Djibouti, 1975-1977...) qu'en aval pour favoriser le retour à une situation stable (surveillance de l'espace aérien irakien entre 1991 et 2003). Au cœur des événements, leur action prend des formes variées, parfois dans un même cadre spatio-temporel. Les opérations extérieures menées concernent aussi bien l'évacuation de ressortissants (Yémen, en 1986 et 1994), l'interposition (FINUL depuis 1978), l'usage de la diplomatie navale coercitive (embargo contre l'Irak de 1990 à 1994) ou les missions humanitaires (Kurdistan, 1991). Le point culminant de ces opérations est la projection d'un corps expéditionnaire engagé dans des combats d'ampleur au sein d'une coalition (Irak en 1990-1991). Au-delà de l'étude de leurs modalités opérationnelles, ces engagements menés sous divers mandats permettent d'appréhender la traduction militaire de la diplomatie française dans la région et les rapports entretenus par Paris avec ses alliés occidentaux et locaux comme avec divers compétiteurs. Ainsi, le refus français d'engager les hostilités contre l'Irak en 2003, qui clôt le cadre chronologique des débats, doit permettre d'interroger le positionnement stratégique de la France au Moyen-Orient sur la longue durée.

Faisant dialoguer acteurs de haut rang, experts civils ou militaires et universitaires, ce colloque se propose d'interroger la place du Moyen-Orient dans la politique extérieure française à travers l'usage de son outil militaire. Le cadre d'emploi des armées françaises en liaison avec leurs alliés, l'articulation entre les différents niveaux d'intensité ou la gestion des bascules d'intensité comme la résilience face à de nouvelles formes de conflictualités, seront autant de questions abordées.

Programme du vendredi 20 octobre

matinée : 09h30-12h00

Mots d'accueil :

Mme la sénatrice Nicole DURANTON, membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat

Mme le conservateur général du patrimoine Nathalie GENET-ROUFFIAC, chef du Service historique de la Défense (SHD)

Introduction scientifique

PU Walter BRUYÈRE-OSTELLS (Science-Po Aix, directeur de la recherche historique au ministère des Armées)

TABLE RONDE 1 : SÉCURISER LES ROUTES DU PÉTROLE ET ENDIGUER L'UNION SOVIÉTIQUE : LE REDÉPLOIEMENT MILITAIRE FRANÇAIS AU MOYEN-ORIENT, 1973-1978

Mise en contexte et discutant : PU Nicolas BADALASSI (Sciences-Po Aix).

Intervenants :

Mme Frédérique SCHILLO (Institut français de Jérusalem) : *La guerre du Kippour et ses conséquences stratégiques*

P^f Valérie STIEGLER (Collège de France – Paris I) : *La coopération militaire française et la vente d'armement au Moyen-Orient*

P^f Dominique GUILLEMIN (SHD) : *Le redéploiement du dispositif naval français dans l'axe mer Rouge-océan Indien, 1973-1978*

COL Christophe MIDAN (SHD) : *L'engagement français dans la Force internationale des Nations Unies au Liban (FINUL) à partir de 1978*

Après midi : 14h00-17h00

TABLE RONDE 2 : D'UN ENDIGUEMENT À D'AUTRES : LES ARMÉES FRANÇAISES AU MOYEN-ORIENT FACE AUX PERTURBATEURS RÉGIONAUX, 1979-1991

Mise en contexte et discutant : MCF Frédéric GLORANT (université de Nantes).

M. Bernard HOURCADE, directeur de recherche au CNRS : *La stratégie iranienne face aux Occidentaux depuis la révolution islamique de 1979*

M. Christian TAOUTEL, directeur de recherche à l'université Saint-Joseph de Beyrouth : *L'intervention française dans la guerre civile libanaise et la réaction syrienne*

GAR (2S) Thierry CAMBOURNAC et VAE (2S) Xavier PAÏTARD : *Focus sur l'attaque du Drakkar par deux témoins des événements*

P^f Dominique GUILLEMIN (SHD) : *L'engagement de la France dans la protection des voies maritimes autour de la péninsule arabique, 1980-1988*

TABLE RONDE 3 : LA PRÉSENCE MILITAIRE FRANÇAISE AU MOYEN-ORIENT À L'OMBRE DU NOUVEL ORDRE MONDIAL, 1991-2003

Mise en contexte et discutant : Mme Héloïse FAYET (IFRI).

AL (2S) Jacques LANXADE : *La coopération militaire franco-américaine au Moyen-Orient avant et pendant la guerre du Golfe (1990-1991)*

M. Pierre-Jean LUIZARD, directeur de recherche au CNRS/EPHE : *La France, l'embargo et l'accord « pétrole contre nourriture » avec l'Irak*

LCL Jérôme de LESPINOIS (AAE/CESA) : *Les opérations extérieures aériennes post-guerre du Golfe au Moyen-Orient*

GAR (2S) Henri BENTÉGEAT : *Le positionnement des armées françaises lors de l'invasion de l'Irak en 2003 (sous réserve)*

Discours de conclusion

Autorité en attente de confirmation